

Affaire Benalla : «Pour la première fois, Emmanuel Macron n'est plus le maître des horloges»

écrit par Antiislam | 21 juillet 2018



Du Figaro:

FIGAROVOX/ENTRETIEN – David Desgouilles analyse les retombées politiques de l'affaire Benalla pour Emmanuel Macron. Il y voit le délitement de la stature jupitérienne du président.

David Desgouilles est membre de la rédaction de Causeur. Il a publié Le bruit de la douche, une uchronie qui imagine le destin de DSK sans l'affaire du Sofitel (éd. Michalon, juin 2015), et Dérapage (éd. du Rocher, 2017).

FIGAROVOX.- L'affaire Benalla semble prendre une importance considérable. Est-on en train d'assister à un «scandale politique», à une «affaire d'État», comme certains la qualifient?

David DESGOUILLES.- L'accumulation de toutes les informations que nous recevons depuis mercredi soir nous incite à le penser.

Et ce n'est sans doute pas fini.

Finalement, après que les députés LREM aient refusé une commission d'enquête parlementaire dans un premier temps, c'est la Commission des lois qui va en prendre la forme à partir de la semaine prochaine.

Nous ne sommes peut-être pas au bout de nos surprises.

Il semble que le ministre de l'Intérieur et le directeur de cabinet du Chef de l'État avaient connaissance de faits délictueux – dont le plus grave est sans doute l'usurpation de la qualité de policier par un membre du cabinet du président – et qu'ils n'ont pas saisi le Parquet comme le code de procédure pénale les y obligeait. Nous sommes au cœur du fonctionnement de l'appareil d'État. C'est grave.

Comment comprendre la communication discrète et en retrait d'Emmanuel Macron dans cette affaire? A-t-il perdu la main?

Jeudi matin, il a laissé le porte-parole de l'Élysée, Bruno Roger-Petit monter au front.

C'est symptomatique de l'appréciation que le Château avait de cette affaire.

En effet, Bruno Roger-Petit joue un rôle de porte-parole auprès des journalistes.

Cela signifiait donc qu'ils pensaient que c'était une histoire de journalistes qui ne concernerait pas les Français en plein été après la victoire française en coupe du monde.

L'erreur de communication est là.

Mais la com' n'est pas tout.

Cette affaire – même si elle s'arrêterait après la seule démission d'Alexandre Benalla, ce qui serait étonnant – aura des répercussions sur la vision que les Français ont de l'incarnation de la fonction présidentielle par celui qu'ils ont élu en mai 2017.

Pour deux raisons.

La première tient au fait que pour la première fois, Emmanuel Macron n'a plus été le maître des horloges.

Il n'a pas pu imposer son calendrier, cédant à la pression ce vendredi matin de lancer la procédure de licenciement alors qu'hier, son porte-parole expliquait que le conseiller fautif avait été déjà sanctionné.

La seconde, c'est que l'idée de monarque républicain qu'il souhaitait incarner part en quenouille.

Le monarque républicain, Jupiter, ne tient sa légitimité que grâce à la garantie qu'il se tient au-dessus des partis.

Dès lors qu'on apprend qu'il ne se comporte plus ainsi mais protège des proches, lesquels se croient tout permis du fait de ladite proximité, l'édifice s'écroule.

Il n'est plus Jupiter, il n'est plus le monarque mais un chef de bande, de clan, ou de faction, pour rappeler la philippique de François Mitterrand.

La communication des membres de l'Élysée (Benjamin Griveaux et Bruno Roger-Petit) explique que le gouvernement n'est pas en tort, de même que les députés LREM ont refusé dans un premier temps une commission d'enquête. Pourquoi un tel déni?

Parce qu'ils ne peuvent plus guère faire autrement.

Pour toutes les raisons que je viens de vous expliquer.

On touche au cœur de la pratique de la fonction

présidentielle.

Nous avons eu une présidence «De Funès», puis une présidence «Bourvil».

Les Français pensaient avoir élu un homme qui allait renouer avec une pratique gaullo-mitterrandienne de la fonction présidentielle et ils se retrouvent avec une présidence «Rambo».

Ce n'était pas du tout le contrat!

Les communicants d'Emmanuel Macron en sont tout à fait conscients. C'est pourquoi la seule solution qu'il leur reste est de minimiser, minimiser, et encore minimiser, le temps que tout le monde parte en vacances.

C'est pourquoi le président de la République n'intervient pas lui-même. Il veut donner l'impression qu'il est au-dessus de tout cela.

Céder une nouvelle fois en intervenant directement constituerait un aveu qu'il a renoncé à être Jupiter.

Qu'il subit les événements.

C'est pourquoi il serre les dents en attendant que ça passe, bénissant le fait que l'affaire sorte en plein mois de juillet. Au mois de septembre, cela aurait été pire encore.